

# Lituanie

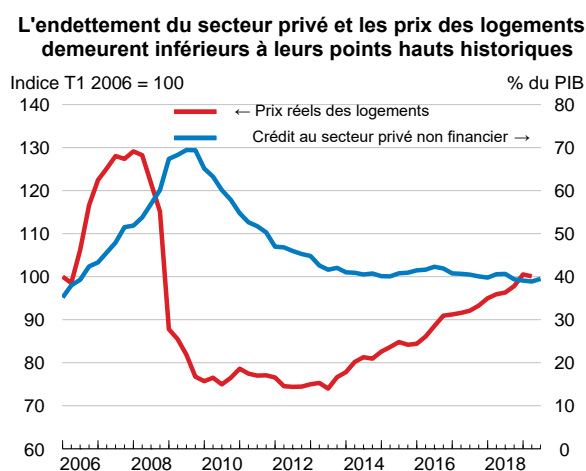
La croissance économique devrait fléchir dans un contexte de situation dégradée des marchés d'exportation et de contraintes de capacité. En outre, un ralentissement du versement des fonds de l'Union européenne (UE) pèsera sur l'investissement. La forte hausse des salaires soutiendra la consommation et réduira les inégalités de revenu, mais constituera une source de tensions sur les prix des services et pourrait nuire à la compétitivité.

Le budget des administrations publiques restera légèrement excédentaire en 2020-21. Une situation budgétaire saine est indispensable pour étayer la mise en œuvre de nouvelles réformes structurelles destinées à répondre aux besoins sociaux et à améliorer les compétences. Ces réformes devraient avoir pour but de réduire l'ampleur des problèmes d'inadéquation des compétences grâce à une amélioration des résultats du système d'enseignement et à des programmes efficaces de recyclage professionnel. Promouvoir le dynamisme des entreprises en allégeant les charges administratives conditionne aussi l'accélération des gains de productivité.

## La croissance a été résiliente

L'activité économique est restée vigoureuse. La consommation privée est toujours soutenue par la hausse rapide des salaires et l'augmentation des transferts sociaux, ainsi que par l'intensification de l'immigration et la progression concomitante de l'emploi. L'investissement s'est renforcé, grâce à l'essor de la construction et à la réalisation accélérée de projets financés par l'UE. Le niveau élevé d'utilisation des capacités a stimulé les dépenses des entreprises. Les exportations ont enregistré une croissance soutenue au premier semestre de cette année, en particulier pour les céréales et les services, mais se sont ensuite essouffées. La confiance des entreprises et leurs anticipations d'exportation se sont dégradées, ce qui laisse augurer un fléchissement de l'activité. L'inflation demeure faible, du fait de la baisse des prix du pétrole, mais la forte augmentation des salaires, plus rapide que la croissance de la productivité, reste une source de tensions sur les prix des services.

## Lituanie



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106 ; et Banque centrale européenne (BCE).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934045715>

## Lituanie : Demande, production et prix

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Lituanie</b>	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	38.9	4.2	3.6	3.6	2.5	2.5
Consommation privée	24.5	3.5	3.7	3.7	3.8	3.4
Consommation publique	6.6	-0.3	0.5	1.3	0.7	0.6
Formation brute de capital fixe	7.7	8.2	8.4	7.0	4.4	4.0
Demande intérieure finale	38.9	3.7	4.1	3.9	3.4	3.0
Variation des stocks <sup>1</sup>	- 0.3	-1.0	-0.8	-1.8	0.2	0.0
Demande intérieure totale	38.6	2.8	3.4	2.0	3.8	3.1
Exportations de biens et services	26.3	13.6	6.3	7.9	2.3	3.7
Importations de biens et services	26.0	11.5	6.0	5.9	3.1	4.5
Exportations nettes <sup>1</sup>	0.3	1.5	0.4	1.6	-0.5	-0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	4.3	3.3	2.4	2.3	2.2
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	3.7	2.5	2.3	2.2	2.2
IPCH sous-jacent <sup>2</sup>	–	2.6	1.9	2.2	2.2	2.2
Taux de chômage (% de la population active)	–	7.1	6.1	6.0	5.9	5.9
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	-3.6	-5.1	-4.9	-4.7	-4.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	0.5	0.6	0.1	0.1	0.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	47.3	41.1	40.3	39.6	39.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	39.3	34.1	33.2	32.5	31.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	0.5	0.3	1.9	0.7	0.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046646>

## Le renforcement des compétences reste une priorité essentielle

Les conditions monétaires restent très accommodantes dans la zone euro. Le coût relativement bas des emprunts et la progression rapide des revenus maintiennent à un niveau record l'activité sur le marché du logement et la hausse des prix y est forte, bien que les évolutions observées soient très contrastées selon les régions. Les crédits au logement ont progressé de 9 % environ au premier semestre. Toutefois, le ratio crédit au secteur privé/PIB et les prix réels des logements étant encore bas par rapport aux niveaux observés par le passé, les risques pour la stabilité financière semblent limités. Les autorités doivent continuer à utiliser de manière préventive les instruments prudentiels pour empêcher l'apparition de déséquilibres.

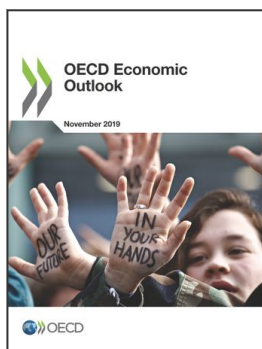
Le budget de 2020 intègre de nouvelles augmentations des dépenses sociales, notamment des prestations pour enfant à charge, et des hausses de salaires pour les salariés du secteur public dans des domaines tels que l'éducation et la santé. Le surcroît de dépenses dû à ces mesures visant à réduire la pauvreté est en partie compensé par une amélioration de l'administration de l'impôt, marquée notamment par la mise en place d'un système de contrôle en continu des contribuables destiné à empêcher la fraude fiscale, et la hausse de certains impôts, tels que les droits d'accise sur les combustibles, les alcools forts et les produits à base de tabac. Après son assouplissement en 2019, on suppose que l'orientation de la politique budgétaire deviendra globalement neutre en 2020-21. Une situation budgétaire saine est indispensable pour répondre aux besoins sociaux et étayer de nouvelles réformes structurelles dans des

domaines essentiels, comme l'éducation et l'innovation, mais aussi pour conserver un bas niveau d'endettement.

Il est essentiel de renforcer les compétences et de réduire leur inadéquation pour réaliser des progrès en matière de productivité et d'inclusion. De nombreux travailleurs sont surqualifiés pour les emplois qu'ils occupent. Il faut absolument prendre des mesures pour améliorer la qualité de l'enseignement et rendre le système éducatif plus réactif aux besoins du marché du travail. Il faudrait aussi renforcer la formation professionnelle en étoffant sa composante de formation en entreprise et la rendre plus attractive pour les jeunes. La qualité et la pertinence des qualifications dépendent également de l'efficacité des programmes de développement des compétences et de recyclage professionnel, qui favorisent la formation tout au long de la vie tout en améliorant les possibilités d'emploi et l'inclusivité du marché du travail.

### La croissance va ralentir

La croissance du PIB devrait refluer à 2 ½ pour cent en 2020-21, les effets du ralentissement mondial se faisant sentir sur les exportations et la confiance des entreprises. Le ralentissement des versements de fonds de l'Union européenne (UE), dont le rythme reviendra à un niveau normal, freinera aussi l'investissement. Par ailleurs, la demande intérieure subira l'influence de la diminution de la population, qui limitera la croissance de la consommation. Le taux de chômage restera aux alentours de 6 % pendant la période considérée. Le solde migratoire positif a contribué à atténuer les pénuries de main-d'œuvre, mais des contraintes affectant l'offre continueront à s'exercer, et seront aggravées par l'ampleur des problèmes d'inadéquation des compétences. La hausse rapide des salaires maintiendra les prix à un niveau élevé dans le secteur des services. Une croissance plus faible qu'on ne s'y attend chez les principaux partenaires commerciaux de la Lituanie appartenant à l'UE pourrait réduire les exportations et l'investissement, tandis que des déséquilibres plus importants que prévu sur le marché du travail pourraient accélérer l'augmentation des salaires, au détriment de la compétitivité. À l'inverse, la mise en œuvre de réformes structurelles pourrait favoriser une croissance plus vigoureuse de la productivité et de la production.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2019), « Lituanie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/7afd469a-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.